

Réunion ministérielle à Paris
France+Allemagne+Italie+Royaume-Uni+Etats-Unis+UE

Déclaration sur la Libye

13 Mars 2016

Les Ministres des Affaires étrangères d'Allemagne, des Etats-Unis, de France, d'Italie, du Royaume-Uni et la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité saluent la déclaration des membres du Dialogue politique libyen, réunis à Tunis les 10 et 11 mars 2016. L'Allemagne, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Union européenne expriment un soutien total au Gouvernement d'Unité Nationale tel qu'il a été proposé par le Conseil présidentiel et reconnaissent la déclaration du 23 février signé par la majorité des membres de la Chambre des Représentants, dans laquelle ils ont annoncé leur soutien au Gouvernement d'Unité Nationale.

Ils entendent travailler étroitement avec le Gouvernement d'Unité Nationale, seul gouvernement légitime en Libye. Ils continueront d'apporter un soutien total aux efforts de la MANUL en Libye et du représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et se tiendront aux côtés de ce Gouvernement d'Unité Nationale.

Le Conseil présidentiel libyen et le Gouvernement d'Unité Nationale doivent intensifier leurs efforts pour assumer pleinement leur autorité afin de répondre aux attentes du peuple libyen, qui est épuisé par la crise. Le peuple libyen mérite la paix et la stabilité.

Le Dialogue politique libyen a appelé le Conseil Présidentiel à se rendre à Tripoli et a exhorté toutes les institutions publiques, notamment les institutions financières, à faciliter un transfert immédiat et pacifique du pouvoir. Ce transfert doit être mis en œuvre dès que possible. Le Gouvernement d'Unité Nationale doit rapidement assumer son juste rôle en assurant la seule supervision possible de toutes les institutions économiques et financières à Tripoli, qui doivent servir l'intérêt de tous les Libyens.

Comme le Dialogue politique l'indique clairement, l'accord politique libyen est le seul cadre légitime pour mettre fin à la crise politique en Libye et au conflit militaire. Le cadre institutionnel prévu par l'accord politique libyen doit être rapidement mis en place, y compris à travers le plein établissement du Conseil d'Etat.

Les Ministres et la Haute représentante rappellent aux individus dans les deux camps qui sapent le processus politique, l'établissement du Gouvernement d'Unité Nationale et la mise en œuvre de l'accord de Skhirat, s'exposent à des sanctions.

L'unité politique et un gouvernement inclusif et fonctionnel est la seule voie pour mettre fin à l'instabilité, qui nourrit le développement du terrorisme en Libye. Les Ministres et la Haute représentante appellent toutes les parties libyennes et le peuple libyen à agir avec le sens des responsabilités en ce moment-clé pour le futur de leur pays en apportant tout le soutien nécessaire au Gouvernement d'Unité Nationale et à son installation à Tripoli.